

Session d'examen – janvier 2022

Document autorisé : Aucun

Durée de l'épreuve : 1 h.

Sujet sur 8 pages – 41 QCM

Barème : QCM juste : 1 point ; réponse fausse ou absence de réponse 0 point

Consignes : Sauf indications contraires, cochez la réponse juste.

1. Le conseil de prud'hommes

- ☒ a. les conseillers prud'hommes sont soumis, en cas de manquement à leur devoir, au Conseil national de la prud'homie
- b. les conseillers prud'hommes salariés sont rémunérés par l'employeur quand ils exercent leur mission de juge. L'Etat ne prend pas en charge ces rémunérations
- c. dispose d'une seule formation de référé par juridiction
- d. les conseillers prud'hommes doivent suivre une formation initiale mais ne sont pas soumis, à la différence des juges consulaires, à une formation continue
- e. est composé de juges élus sur des listes établies par les syndicats professionnels de salariés ou d'employeurs

2. Quelle est la juridiction qui ne peut être saisie que par des Etats ?

- ☒ a. La Cour internationale de justice
- b. La Cour européenne des droits de l'homme
- c. La Cour pénale internationale
- d. Le tribunal de première instance de l'Union européenne
- e. La Cour de justice de l'Union européenne

3. Cochez la réponse fausse - La Cour de cassation

- a. dispose d'une commission juridictionnelle de suspension ou de retrait d'habilitation des officiers de police judiciaire
- b. peut être saisi par un pourvoi du procureur général sur l'ordre formel du Garde des Sceaux
- c. dispose d'une formation en commission nationale de réparation des détentions
- ☒ d. a la possibilité de transmettre ou non la question préjudicielle de conventionnalité dont elle est saisie par une juridiction du fond
- ☐ e. peut être saisi d'un pourvoi du procureur général près la Cour de cassation dans l'intérêt de la loi

4. Le principe de liberté devant la Justice signifie que

- ☒ a. le juge a toute liberté pour statuer en droit ou en équité
- ☒ b. les parties à un litige ont la possibilité de le soumettre à un accord amiable quand elles ont la libre disposition de leurs droits
- c. seuls les nationaux peuvent saisir la justice de leur pays pour faire trancher un litige
- ☒ d. , si les parties recourent à un arbitre, la sentence arbitrale a force exécutoire
- e. les parties doivent toujours transiger avant de saisir un juge judiciaire

5. La loi rétroactive
- a. est favorable à l'indépendance des juges par rapport au législateur
 - b. en principe interdite peut cependant être votée par le Gouvernement
 - c. est toujours interprétative
 - ☒ d. doit répondre à un "motif impérieux d'intérêt général" selon le Conseil constitutionnel et l'Assemblée plénière de la Cour de cassation
 - e. joue pareillement en matière civile et en matière pénale
6. Le Conseil d'Etat
- a. est désormais uniquement une juridiction
 - ☒ b. avait à l'origine un rôle purement consultatif
 - c. est exclusivement une juridiction de cassation
 - ☒ d. est un organe qui met en œuvre la théorie du "Ministre juge"
 - e. a été créé par la loi des 16 et 24 août 1790
7. Les RAPO
- a. ne sont jamais obligatoires
 - b. sont la seule forme de recours devant les juges administratifs
 - c. constituent des recours devant être engagés devant le seul Conseil d'Etat
 - ☒ d. constituent dans certains domaines un mode de recours préalable obligatoire avant la saisine du juge administratif
 - e. sont des modes de recours juridictionnel propres au droit administratif
8. Le principe de publicité
- a. a été reconnu par le Conseil constitutionnel dans sa décision de mars 2019
 - b. signifie que la décision rendue par le juge doit être publiée au journal officiel
 - c. signifie que n'importe quelle affaire peut être débattue à huis clos
 - ☒ d. implique cependant le respect du secret de l'instruction
 - e. signifie que les décisions de justice ne peuvent pas faire l'objet d'une mise à disposition à titre gratuit sous forme électronique
9. Un appel peut être
- a. formé devant la Cour d'appel concernant un jugement rendu en 2021 par le tribunal d'instance
 - b. interjeté contre une décision rendue en "premier et dernier ressort"
 - c. interjeté contre la décision rendue par le tribunal de proximité
 - d. formé devant la Cour de cassation
 - ☒ e. interjeté si la décision a été rendue par le premier juge "en premier ressort"
10. Le tribunal judiciaire
- ☒ a. peut être spécialisé lorsqu'il en existe plusieurs par région
 - ☒ b. est la juridiction de droit commun du premier degré
 - c. comprend toujours un pôle social remplaçant notamment le tribunal des affaires de sécurité sociale
 - d. est la fusion du tribunal de grande instance et de la juridiction de proximité
 - e. est dénommé tribunal des chambres correctionnelles en matière pénale

11. **Cochez la réponse inexacte.** Quel est le critère de classification pour définir la juridiction compétente ?
- a. Le degré des juridictions
 - b. l'étendue des compétences des juridictions
 - c. l'étendue des missions des juridictions
 - d. La catégorie à laquelle appartient le juge en charge de l'affaire
 - ☒ e. l'ordre dont relèvent les juridictions
12. Quelle est la juridiction territorialement compétente ?
- ☒ a. En matière administrative, la juridiction compétente pour connaître un litige concernant un immeuble est la juridiction du lieu de situation de l'autorité administrative qui a décidé l'expropriation
 - b. En matière pénale, la juridiction compétente est celle dans le ressort de laquelle l'OPJ est affecté
 - c. En matière d'assurance, dans toutes les instances relatives à la fixation et au règlement des indemnités dues, la juridiction compétente est en principe celle du domicile de l'assuré
 - d. En matière successorale, la juridiction compétente est celle où le *de cujus* est enterré
 - e. Dans le contentieux privé, la juridiction compétente est en principe celle dans le ressort de laquelle le demandeur, personne morale, a son siège social
13. Les magistrats du siège
- ☒ a. sont en charge de trancher les contestations au moyen d'une décision de justice
 - ☒ b. exercent leur fonction au siège de chaque juridiction
 - c. ont pour unique mission de veiller à la bonne application de la loi
 - ☒ d. Magistrats professionnels, ils sont toujours présents au sein de toutes les juridictions judiciaires
 - e. sont soumis à l'autorité du Garde des Sceaux
14. La chambre des appels correctionnels
- a. ne peut statuer qu'à juge unique
 - ☒ b. est une chambre spécialisée de la Cour d'appel
 - ☒ c. statue en formation collégiale de trois juges, un conseiller de la Cour d'appel qui assure les fonctions de Président et deux assesseurs choisis parmi les personnes compétentes et intéressées par le domaine répressif
 - d. ne peut prononcer une peine d'emprisonnement ferme supérieure à vingt ans quand elle statue à juge unique
 - e. peut toujours être saisie en cas de délits ainsi qu'en cas de contraventions
15. **Cochez la réponse fausse** - Le Parquet est permanent
- a. au sein de la chambre criminelle de la Cour de cassation
 - ☒ b. au sein du conseil de prud'hommes
 - ☒ c. au sein de la Cour d'appel
 - d. au sein du tribunal judiciaire
 - e. au sein de la chambre mixte de la Cour de cassation

16. **Cochez la réponse erronée** - L'arbitrage
- a. peut consister en la mise en œuvre d'une clause compromissoire
 - b. ne permet pas aux plaideurs de régler des litiges concernant l'état des personnes
 - c. permet à l'arbitre de statuer en droit et/ou en équité
 - d. doit toujours être prévu par une clause de la convention
 - ☒ e. est réalisé à titre onéreux
17. Le principe de gratuité de la Justice signifie que
- ☒ a. la gratuité d'accès au juge est assurée par un système d'aide juridictionnelle
 - b. les juges sont rémunérés directement par les plaideurs
 - c. lorsqu'une instance est introduite, un jugement n'est pas nécessairement rendu
 - d. en principe, en matière civile, les dépens sont à la charge du gagnant
 - e. aucun frais ne peut être mis à la charge des plaideurs
18. **Cochez la réponse inexacte** - Le Tribunal des conflits
- a. rend des décisions insusceptibles de recours
 - ☒ b. est composé de manière paritaire de magistrats du siège hors classe à la Cour de cassation élus par leurs pairs au sein de la Cour de cassation et de conseillers d'Etat en service ordinaire élus par leurs pairs au sein du Conseil d'Etat
 - c. rend des arrêts
 - ☒ d. est présidé par le Garde des Sceaux
 - ☒ e. tranche les conflits de compétence entre les juridictions de l'ordre judiciaire et celles de l'ordre administratif
19. **Cochez la réponse fausse** - Le tribunal judiciaire
- ☒ a. a compétence exclusive en matière d'inscription de faux contre les actes sous-seing privés
 - b. a compétence exclusive en matière de dissolution des associations
 - c. a compétence exclusive en matière d'amendes civiles encourues par les officiers de l'état civil
 - d. a compétence exclusive en matière de successions
 - e. a compétence exclusive en matière d'état des personnes
20. Parmi les juridictions citées, quelle est la juridiction qui assure le contrôle de la conventionnalité de la loi ?
- a. La Cour de justice de l'Union européenne
 - b. La Cour européenne des droits de l'homme
 - c. Le Tribunal des conflits
 - d. Le Conseil constitutionnel
 - ☒ e. La Cour de cassation
21. **Cochez la réponse fausse** - Le Conseil constitutionnel
- a. assure la régularité des élections des sénateurs
 - b. assure la régularité des élections présidentielles
 - ☒ c. assure par l'intermédiaire de son Président l'intérim en cas d'empêchement provisoire du Président de la République
 - d. assure la régularité des élections des députés
 - e. assure la régularité des opérations de référendum

22. **Cochez la réponse inexacte** - Le conseil de prud'hommes
- a. comprend 5 sections dont une section encadrement, les affaires étant attribuées à ces différentes sections en fonction de la ou des conventions collectives applicables au salarié.
 - ☒ b. fait appel au Président du tribunal judiciaire en tant que juge départiteur
 - c. tranche les litiges individuels concernant le contrat de travail et le contrat d'apprentissage
 - d. est une juridiction paritaire
 - ☒ e. les affaires sont jugées en premier ressort au-delà de 5000 euros
23. La Haute Cour
- ☒ a. peut prononcer la destitution du Président de la République
 - b. ne peut pas juger le Président de la République pour des actes qu'il aurait commis avant d'entrer en fonction
 - c. permet, en dépit du principe d'irresponsabilité du Président de la République, de poursuivre ce dernier en cas de manquement à ses devoirs manifestement incompatibles avec l'exercice de son mandat
 - ☒ d. est composée de 24 juges titulaires et de 12 suppléants appartenant pour moitié à l'Assemblée nationale et pour moitié au Sénat
 - e. n'empêche pas le Président de la République d'être poursuivi devant la Cour pénale internationale pour crime contre l'humanité
24. Le tribunal judiciaire
- a. comprend toujours des services regroupant plusieurs chambres
 - b. comprend toujours plusieurs chambres
 - c. est obligatoire dans chaque département
 - d. permet au Président de la Cour d'appel de faire juger une affaire d'une particulière complexité ou susceptible de recevoir dans les chambres des solutions divergentes par une formation de chambres réunies
 - ☒ e. peut être structuré en pôles regroupant plusieurs chambres ou services, dont le nombre et le contenu sont fixés par l'ordonnance de roulement du Président du tribunal judiciaire
25. Le tribunal paritaire des baux ruraux
- ☒ a. a un ressort territorial couvrant plusieurs régions
 - b. est une juridiction dont les membres sont nommés par la chambre d'agriculture pour 4 ans
 - c. rend des arrêts pouvant toujours donner lieu à un pourvoi en cassation
 - d. est composé de bailleurs et de preneurs ainsi que du président de la Cour d'appel
 - ☒ e. est une juridiction non permanente
26. Le principe du contradictoire
- a. signifie qu'un jugement est "contradictoire" quand l'assignation n'a pas pu atteindre en personne le défendeur
 - ☒ b. signifie que la décision rendue par le juge peut être cassée pour violation du principe du contradictoire si le juge a fondé sa décision sur ses investigations personnelles sans les avoir soumises aux parties
 - c. implique que lorsqu'une instance est introduite, un jugement n'est pas toujours rendu
 - d. permet d'assurer la continuité de la procédure en toutes ses phases
 - e. s'applique aux seules parties au litige, sous réserve que le juge en ait ainsi décidé

27. **Cochez la réponse inexacte** - Le tribunal de commerce
- a. est composé de juges élus dans le ressort de la juridiction par un collège composé des membres élus des chambres de commerce et d'industrie et des chambres des métiers et de l'artisanat dans le ressort de la juridiction, des juges actuels et anciens du tribunal
 - b. dispose d'un guide des bonnes pratiques élaboré par le Conseil national des tribunaux de commerce présidé par le Garde des Sceaux
 - c. est remplacé par une chambre commerciale du tribunal judiciaire en Alsace Moselle
 - d. est compétent pour trancher les litiges entre commerçants
 - ☒ e. a pour ressort territorial une circonscription administrative
28. La Cour criminelle départementale
- a. existe à titre expérimental dans la moitié des départements français
 - b. est composée comme la Cour d'assises, le nombre de jurés étant cependant plus réduit
 - c. siège uniquement au niveau du tribunal judiciaire
 - ☒ d. a une compétence d'attribution moins étendue que celle de la Cour d'assises
 - e. doit renvoyer l'affaire devant la Cour d'assises quand les faits dont elle est saisie constitue un crime puni de 10 ans de réclusion criminelle
29. L'accès à la Justice
- a. n'est en principe pas gratuit
 - b. ne vise que le recours aux juges professionnels
 - ☒ c. est prévu à l'article 6 §1 de la Convention européenne des droits de l'Homme
 - d. interdit à une partie en litige de saisir une autre instance qu'un juge pour le résoudre
 - e. impose le recours obligatoire à un avocat
30. **Cochez la réponse fausse** - Le juge consulaire
- a. peut être récusé à la suite de la plainte d'un justiciable devant la Commission nationale de discipline alors même que l'affaire est pendante devant la juridiction
 - ☒ b. peut être désigné annuellement comme vice-président du tribunal de commerce afin d'assister le Président et de le suppléer en cas d'empêchement.
 - ☒ c. peut être désigné par ordonnance du Président du tribunal de commerce, après avis de l'assemblée générale, comme président de chambre
 - ☒ d. peut être sanctionné par la Commission nationale de discipline alors même qu'il a déjà cessé ses fonctions pour quelque cause que ce soit
 - e. peut être considéré comme démissionnaire lorsqu'il n'a pas suivi la formation initiale liée à ses fonctions
31. Le conseil de prud'hommes
- a. est la seule juridiction à ne pas avoir été dissoute lors de la Révolution
 - b. dont les conseillers prud'hommes exercent bénévolement leur activité juridictionnelle est une juridiction échevinale
 - c. est composé de conseillers prud'hommes élus pour 5 ans
 - ☒ d. a vu les modalités de mise en place des conseillers prud'hommes réformées par voie d'ordonnance
 - e. a un bureau de conciliation et d'orientation et autant de bureaux de jugement que de sections

32. **Cochez la réponse fausse** - Concernant les juridictions pénales

- ☒ a. elles sont compétentes géographiquement en fonction du lieu de découverte de l'infraction, de la résidence de la personne victime de l'infraction
- b. elles sont soumises au principe de la séparation des poursuites et du jugement
- c. le tribunal judiciaire de Marseille et celui de Paris sont désignés comme pôles spécialisés en matière d'accident collectif
- d. en matière économique et financière, les juridictions interrégionales spécialisées couvrent plusieurs ressorts de Cours d'appel quand l'affaire apparaît d'une grande complexité
- e. le Parquet européen créé par une loi de décembre 2020 constitue un élément du mouvement actuel de spécialisation

33. **Cochez la réponse fausse** - Le Président du tribunal judiciaire

- a. assure la police des audiences
- b. préside l'Assemblée générale des magistrats du siège
- c. rend des ordonnances sur requête après débat contradictoire
- ☒ d. rend des ordonnances "de roulement"
- e. rend des ordonnances de référé

34. **Cochez la réponse fausse** - La chambre de l'instruction

- ☒ a. est une juridiction pénale composée d'un président de chambre exclusivement attaché à ce service et de deux conseillers
- b. est juge d'appel des ordonnances rendues par le juge d'instruction et de celles rendues par le juge de la liberté et des détentions
- c. était précédemment dénommée chambre d'accusation
- ☒ d. contrôle l'activité des officiers et des agents de police judiciaire
- e. est une chambre spécialisée existant dans chaque Cour d'appel

35. **Le Conseil constitutionnel**

- ☒ a. ne peut valablement délibérer en séance ordinaire qu'en présence d'au moins 7 membres
- b. rend des décisions dans le délai de deux mois, délai ramené à 8 jours en cas d'urgence
- c. rend des décisions publiées au BODACC et insusceptibles de recours
- d. voit les requêtes qui lui sont adressées soumises à une commission de filtrage composée du Président et des deux membres les plus anciens du Conseil constitutionnel
- e. dispose d'un secrétariat général nommé par le Premier ministre sur proposition du Président du Conseil constitutionnel

36. **Le tribunal correctionnel**

- a. statue toujours en formation collégiale
- b. est compétent en matière de délit commis par un mineur d'au moins 13 ans
- ☒ c. compétent en cas de délit d'abandon de famille peut être le tribunal du domicile ou de la résidence de la personne qui doit recevoir les sommes d'argent (pensions, contributions...)
- ☒ d. est compétent pour statuer sur toutes exceptions proposées par le prévenu pour sa défense
- e. est exclusivement compétent en matière de quasi-délit

37. Quel est le juge qui n'est pas juge du tribunal judiciaire ?
☒ a. le juge des contentieux de la protection
b. le juge de l'exécution
c. le juge des enfants
d. le juge des tutelles
e. le juge aux affaires familiales
38. Les juridictions pénales pour mineurs
a. L'instruction y est obligatoire quelle que soit l'infraction poursuivie
b. ne concernent que les mineurs d'au moins 16 ans
c. les fonctions du Ministère public n'y sont assurées que par le Procureur général
d. ne concernent que les mineurs d'au moins 13 ans
☒ e. comprennent des juridictions d'instruction spécialisées
39. Concernant la Cour de cassation
a. son Premier président, en tant que ~~simple~~ ^{1. ~~membre~~ *président*} membre du Conseil supérieur de la Magistrature, répond aux demandes d'avis formulées par le Président de la République
b. elle a un Procureur général assisté d'un premier avocat référendaire
c. peut être réunie en cour de révision et de réexamen concernant une décision civile devenue définitive en matière d'état des personnes
d. comprend six chambres chacune placée sous l'autorité d'un président de chambre qui, en tant que membre du bureau de la Cour de cassation, siège de plein droit aux assemblées générales
☒ e. comprend en tant que magistrats du siège des conseillers dénommés "Hauts conseillers", des conseillers référendaires et des avocats généraux à la Cour de cassation
40. Le double ordre de juridiction
a. existe dans tous les pays
b. conduit à la répartition des affaires entre l'ordre administratif et l'ordre répressif
c. a été mis en place par la loi des 16 et 24 août 1790
d. peut conduire à des conflits de compétence résolus par le Garde des Sceaux
☒ e. se traduit par une spécialisation des juges en charge des affaires
41. Le contrôle de la conformité d'une loi ordinaire à la Constitution
a. En pareil cas, la saisine par un citoyen du Conseil constitutionnel se fait par voie d'action
☒ b. implique un double filtre en cas de contrôle *a posteriori*
c. dans le cadre d'un contrôle *a posteriori*, le Conseil constitutionnel ne dispose que d'un délai d'un mois pour statuer, délai ramené à 8 jours en cas d'urgence
d. peut, dans le cadre d'un contrôle *a priori*, se faire à tout moment, même à l'encontre d'une loi déjà promulguée
e. est ouvert aux simples citoyens depuis l'entrée en vigueur de la loi du 23 juillet 2008, ceux-ci peuvent saisir directement le Conseil constitutionnel après la promulgation de la loi